

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°110 – Semaine du 20 janvier 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Nombre d'entreprises nordiques dans le classement des 2 000 plus grandes entreprises cotées mondiales :

59

Ce classement repose sur quatre indicateurs : chiffre d'affaires, bénéfices, actifs et valorisation. La Suède est le pays nordique avec le plus d'entreprises nationales au sein de cette hiérarchie (27), suivi par le Danemark (13), la Finlande (10) et la Norvège (9).

De son côté, la France compte 47 entreprises cotées dans le top 2 000.

Source: Forbes Global 2000, 2025

Pays nordiques

L'Estonie succède au Danemark à la présidence du NB8 et la Norvège prend la tête du Nordefco. A partir du 1^{er} janvier 2026, l'Estonie assumera la présidence du NB8 (« Nordic-Baltic Eight »), le forum de coopération politique régionale qui regroupe les cinq pays nordiques et les trois pays baltes depuis 1992. Tous les pays du NB8 sont membres de l'OTAN, et l'Estonie a déclaré qu'elle mettrait à profit sa présidence pour renforcer la sécurité régionale et les liens transatlantiques tout au long de l'année 2026. La Norvège occupera pour sa part la présidence du Nordefco (« Nordic Defence Cooperation »), le forum créé en 2009 rassemblant les cinq pays nordiques pour renforcer leur coopération dans le domaine de la défense. Le gouvernement norvégien souhaite faire de 2026 l'année de la « défense totale ».

Les États membres du Conseil Nordique unis pour défendre le Groenland. Le 8 janvier 2026, les membres du Conseil nordique ont réaffirmé leur soutien au peuple groenlandais et à « son droit inaliénable de décider pour l'avenir son propre pays, principe fondamental et inviolable du droit international ». En 2026, la Finlande occupe la présidence de ce Conseil, créé en 1952 et composé de Députés issus des huit parlements nordiques (Danemark, Finlande, Îles Féroé, Groenland, Islande, Norvège, Suède et Åland).

Danemark

En décembre, le Danemark a enregistré un déficit budgétaire de 31,2 Mds DKK (environ 4,2 Mds €). Le Royaume rompt ainsi avec plusieurs années d'excédents continus : le déficit serait lié à la montée de l'État au capital de l'aéroport de Copenhague et à sa participation à l'augmentation de capital à laquelle le groupe public énergétique Ørsted vient de procéder, à hauteur de 60 Mds DKK (8 Mds€). L'augmentation conséquente des dépenses de défense du Royaume est l'autre facteur explicatif. La dette publique, au plus bas depuis 50 ans, a légèrement augmenté (238 Mds DKK en 2025, soit 31,9 Mds€ contre 217 Mds DKK en 2024), mais le pays reste dans une situation financière solide, selon les économistes.

Quasi-arrimée à l'euro, la couronne danoise atteint son plus bas niveau depuis 2020 : 1€ représente désormais 7,47 DKK. Les économistes estiment élevée la probabilité que la Banque nationale doive intervenir pour défendre la couronne au cours de l'année 2026. La couronne est fixée à une parité centrale de 1€ pour 7,46038 DKK autour de laquelle une marge de fluctuation théorique de $\pm 2,25$ % est autorisée (plus étroite que la marge standard de ± 15 % du mécanisme de changes européens).

L'inflation a ralenti pour s'établir à 1,9% en décembre (contre 2,1% en novembre). Ce sont surtout les prix des aliments (qui baissent pour le cinquième mois consécutif), et en particulier ceux de la viande, qui ont contribué à cette diminution.

Les exportations ont progressé de 0,7 % en novembre pour atteindre 179,9 Mds DKK (24,11 Mds€), selon les chiffres de *Statistics Denmark*. Elles ont baissé s'agissant des flux vers les États-Unis, pour des raisons tenant à la fois aux nouveaux droits de douane, au ralentissement de la croissance aux États-Unis et à la concurrence accrue sur le marché des produits pharmaceutiques, qui affecte notamment le groupe *Novo Nordisk*.

Les salaires au Danemark ont continué de croître fortement en 2025. Au dernier trimestre, ils ont augmenté en moyenne de 3,6% en glissement annuel dans le secteur privé, selon la Confédération danoise des employeurs (*DA*). Sur l'ensemble de l'année, *Danske Bank* estime que la progression des salaires atteint 3,8 %, soit environ le double du taux d'inflation observé en 2025, permettant ainsi aux salariés de bénéficier d'un net gain de pouvoir d'achat. Cette dynamique est relativement homogène entre les secteurs, avec des hausses de 3,5 % dans l'industrie manufacturière, 3,6 % dans les services et 4 % dans la construction.

Le fonds public d'investissement et de soutien à l'export EIFO réoriente sa stratégie, auparavant focalisée sur la transition écologique, et accroît ses investissements dans l'extraction de minerais critiques, notamment au Groenland. Face aux tensions géopolitiques et à la dépendance vis-à-vis de la Chine, ces investissements sont désormais considérés comme un enjeu de sécurité nationale. Au cours des six derniers mois, *EIFO* s'est engagé dans quatre grands projets d'extraction ou de recyclage de minéraux critiques et stratégiques au Groenland et dans l'Union européenne, pour un montant total d'environ 915 Mds DKK (122,7 M€).

En dépit de son statut de pays pionnier dans la numérisation de la société, le Danemark reste vulnérable face aux cybermenaces. Malgré des initiatives récentes, la lutte contre la cybersécurité demeure fragmentée et insuffisamment coordonnée, ce qui menace la sécurité nationale et la compétitivité du pays, affirme Anette Vainer, directrice de *Fortinet Danmark*. Le 19 décembre, l'Agence danoise pour la sécurité publique a publié une analyse du niveau de préparation du pays face à ce risque, qui servira de fondement à une future stratégie nationale.

En 2025, pour la troisième année consécutive, les Danois ont acheté plus de véhicules neufs électriques que thermiques.

La proportion de véhicules électriques s'est établie aux deux tiers l'année dernière, soit 126 505 véhicules neufs. La diversification des modèles proposés et les conditions fiscales particulièrement avantageuses sont les principales raisons de cette croissance très marquée.

Le 12 janvier 2026, un tribunal fédéral américain a autorisé le projet d'Ørsted, Revolution Wind, à reprendre immédiatement.

Revolution Wind fait partie des nombreux projets d'éolien offshore que l'administration Trump avait suspendu en décembre dernier, pour préserver la «sécurité nationale». Le tribunal a accordé une injonction préliminaire à Ørsted et à son partenaire *Skyborn Renewables*, jugeant que l'arrêt risquait de causer des préjudices irréparables à un parc éolien déjà achevé à près de 87 %.

Le Groenland prévoit de durcir ses règles concernant les investissements étrangers.

Le Parlement pourrait prochainement adopter un projet de loi permettant aux responsables politiques groenlandais de refuser certains investissements étrangers dans des secteurs critiques, en cas de menace pour la « sécurité ou l'ordre public du Groenland ». Le texte sera examiné en troisième lecture le 11 février. S'il est adopté, il devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier et s'appliquer rétroactivement.

La banque nationale et le Conseil économique groenlandais alertent sur la situation économique de l'île,

fragilisée par un net ralentissement de la croissance (+0,8% en 2024 et +0,2% en 2025), par le vieillissement et le déclin de sa population (-20% d'ici 2050 selon les projections). Les finances des collectivités publiques se sont nettement détériorées en 2025 du fait d'une importante hausse des dépenses de santé et de retraite et d'une baisse des recettes tirées de la pêche (de crevettes) et des droits d'importations. Le déficit budgétaire est estimé à 400 M DKK (54 M €) en 2025. Cette situation a poussé le parlement du territoire à adopter de

nombreuses mesures de rigueur budgétaire dans sa nouvelle loi de finance 2026. Dans ce contexte, le gouvernement danois a conclu un accord-cadre le 16 septembre dernier avec le Groenland prévoyant un effort de 1,6 Mds DKK (214 M €) d'ici 2029 pour soutenir le développement du pays : les premières mesures incluent la construction d'une nouvelle piste d'atterrissage à Ittoqqortoormiit, d'un port en eau profonde à Qaqortoq, ainsi que le financement des soins de patients groenlandais dans les hôpitaux danois.

Finlande

Le Parlement a adopté le projet de loi sur les finances publiques avec 170 voix contre 9, mi-décembre.

Seule l'alliance de gauche a voté contre. La loi fixe un objectif à long terme de taux d'endettement inférieur à 60% du PIB, puis à 40% du PIB. Elle prévoit qu'à partir de 2032, la Finlande s'efforcera de réduire la dette de 0,75% en moyenne par an sur une période de 8 ans. La loi s'inscrit dans le cadre d'une réforme budgétaire plus vaste visant à rendre la dette publique soutenable et à assurer l'équilibre économique à long terme. Elle s'applique à l'État, aux municipalités et aux régions de bien-être (zones administratives responsables des services sociaux et de santé publique), hors sécurité sociale.

5 685 entreprises étrangères ont employé 334 330 personnes et généré un chiffre d'affaires de 128 Mds€ en Finlande en 2024.

Selon *Statistic Finland*, les entreprises suédoises possédaient de loin le plus grand nombre de filiales étrangères (1 747) dans le pays et employaient le plus grand nombre de salariés (98 753 personnes). Elles étaient également les plus importantes en termes de chiffre d'affaires, avec 29 Mds€. Selon les statistiques, 187 filiales françaises employaient 12 556 personnes, engendrant un chiffre d'affaires de 5,4 Mds€ en 2024. Cela place les filiales françaises au 9e rang dans le classement par nombre de filiales étrangères établies et d'emplois créés et au 7e rang selon le chiffre d'affaires. Depuis 2021, on constate une augmentation de 36% du nombre de filiales françaises, de 47% pour le chiffre d'affaires, et de 41% du nombre d'emplois.

Le contrat pour la construction de deux brise-glaces a été officiellement signé entre Rauma Marine Constructions (RMC) et les garde-côtes américains. Ces brise-glaces de taille moyenne seront construits au chantier naval de Rauma pour une mise en service en 2028. Les navires seront construits en collaboration avec le chantier naval américain *Bollinger Shipyards*. En octobre dernier, les États-Unis et la Finlande ont conclu un accord de 6 Mds€ portant sur la construction de onze brise-glaces, dont 4 en

Finlande et 7 aux États-Unis avec l'expertise finlandaise. Les deux autres brise-glaces seront construits par le chantier *Helsinki Shipyard*, propriété du canadien Davie.

Le groupe Patria signe deux contrats d'armement avec l'Allemagne pour un montant de 2 Mds€.

Le *Bundestag* allemand a approuvé mi-décembre la commande de plus de 2 Mds€ pour l'achat de véhicules blindés de *Patria* qui s'inscrit dans le cadre du programme *Common Armoured Vehicle System* (CAVS). L'accord comprend une commande ferme de 1 Md€ pour 121 véhicules blindés, 248 véhicules supplémentaires et, en option, jusqu'à un total de 876. Les livraisons commenceront en 2026, mais la majorité de ces véhicules 6X6 seront fabriqués en Allemagne, le contrat incluant un transfert de technologie à divers partenaires industriels allemands (FFG, JWT, KNDS). Une co-entreprise (nommée *Rheinmetall ICEYE Space Solutions*) entre le Finlandais *Iceye*, une entreprise qui développe et exploite de petits satellites radars, et le géant allemand *Rheinmetall*, a également reçu une commande estimée à 1,7 Md€ (avec possibilité d'extension) pour les forces armées allemandes.

Le groupe Ilmatar, détenu majoritairement par le fonds français Omnes Capital, est le plus grand producteur indépendant d'énergie éolienne.

L'association *Renewables Finland* rapporte que 1 023 MW de nouvelle capacité éolienne *on shore* a été mise en service l'an dernier, soit 158 turbines nouvelles, amenant la capacité totale éolienne à 9 433 MW. Le groupe *Ilmatar* a contribué à la construction de 22% de la nouvelle capacité, avec 36 turbines. Il s'établit comme le plus grand producteur d'énergie éolienne de Finlande (7,3% du total) devant *Neoen*. Cette même année, sept nouvelles centrales solaires ont été construites, apportant 224 MW de nouvelle capacité, soit une capacité totale installée en Finlande de 349 MW fin 2025.

Neoen commence la construction de sa troisième installation de

stockage par batteries en Finlande, à Rauma.

Appelée *Akkula Big Battery*, la capacité de cette installation sera de 62,5 MW/231 MW (4 heures). Il s'agit de la première installation de grande capacité par batteries dans les pays nordiques. Akkula sera raccordé au réseau du gestionnaire de réseau national, Fingrid, et participera au marché de réserve du TSO, ainsi qu'au marché de gros quotidien de l'électricité à partir de 2027.

Pour soutenir le secteur de la construction, le gouvernement propose d'allonger la durée et le plafond des prêts immobiliers.

Selon le projet de loi, la durée maximale des nouveaux prêts immobiliers sera de 35 ans, contre 30 ans actuellement, et le plafond des prêts égal à 95% de la valeur du logement contre 90% actuellement. La mesure a pour objectif de soutenir le marché de la construction.

Le licenciement est facilité à partir du 1^{er} janvier 2026 si le salarié manque à ses obligations contractuelles ou les néglige.

C'est l'une des réformes du marché du travail du gouvernement de Petteri Orpo, qui cherche à lever les obstacles à l'emploi et à favoriser le recrutement, surtout dans les petites entreprises. L'appréciation des motifs de rupture restera globale, un comportement répréhensible ou une performance insuffisante ne constituant pas un motif suffisant de licenciement. Celui-ci ne pourra pas être fondé sur des raisons mineures ou discriminatoires. Mais le licenciement pourra être fondé sur une raison valable, telle qu'enfreindre ou négliger ses obligations affectant la relation de travail, ou un changement dans la capacité de l'employé à effectuer son travail d'une ampleur telle qu'il ne puisse plus assurer ses tâches.

Islande

Adoption du budget islandais 2026 après de longs débats.

Le budget 2026 a été adopté le 18 décembre 2025 par le Parlement islandais, au terme de débats historiquement longs pour un projet de loi de finances. Le texte prévoit un déficit de 0,5% du PIB, en cohérence avec les efforts de réduction des dépenses publiques annoncés par le gouvernement, et un niveau de dette publique (au sens de Maastricht) à 51% du PIB. L'adoption du budget s'accompagne de celle de différentes mesures fiscales applicables au 1^{er} janvier 2026, dont l'élargissement à l'ensemble de la flotte automobile islandaise de la taxe kilométrique.

L'inflation repart la hausse.

Après avoir atteint 3,5% en novembre, le niveau de l'inflation islandaise est reparti à la hausse et était de 4,5% en décembre 2025 ; une évolution qui reflète une augmentation générale des prix après les soldes de novembre, une hausse de 29% du niveau de prix des vols internationaux, ainsi qu'une augmentation de 9% des prix de l'eau chaude. Les économistes s'attendent à ce que cette tendance se poursuive en janvier 2026, notamment du fait d'une augmentation des prix pratiqués pour l'achat de véhicules neufs suite à l'entrée en vigueur du régime de la taxe kilométrique.

Élargissement à l'ensemble de la flotte automobile islandaise de la taxe kilométrique.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, l'ensemble des automobilistes islandais sont redevables d'une taxe kilométrique mensuelle calculée en fonction du nombre de kilomètres effectués. Cette réforme étend à l'ensemble des véhicules islandais un impôt auquel étaient déjà assujettis les véhicules électriques et hybrides depuis 2024 et qui vise à assurer le financement des infrastructures routières malgré une baisse des recettes fiscales des droits d'accises dues à l'électrification de la flotte et aux progrès technologiques. Pour les véhicules de moins de 3,5 tonnes, cette taxe est de 6,95 ISK/km (0.05 €/km). En contrepartie de cette mesure, les droits d'accises sur les carburants ont été baissés, occasionnant une baisse significative des prix à la pompe dont la valeur moyenne est actuellement de 183 ISK/L (1,24€) pour le gazole et 205 ISK/L (1,39 €) pour le diesel.

L'entreprise de cybersécurité Syndis étend ses activités à la Suède.

L'entreprise Syndis, leader islandais du marché de la cybersécurité, a annoncé le 6 janvier 2026 avoir remporté un marché public pour des activités de cybersécurité fournies auprès de quatre municipalités suédoises. Ce contrat, d'une valeur annuelle de 300 M ISK (2 M €), est le premier contrat signé en Suède par Syndis, après le rachat en début d'année dernière d'ITSB et l'annonce de l'embauche de l'expert de sécurité IT suédois David Jacoby. Syndis assure déjà la cybersécurité des services publics municipaux islandais et élargit ainsi de 125 000 le nombre des usagers des services publics dont elle assure la cybersécurité.

Samherji annonce d'importantes opérations en Islande et en Norvège.

L'entreprise spécialisée dans la pêche et la transformation du poisson Samherji a annoncé en début d'année 2026 s'approprier à investir 30 Mds ISK (205 M €) au cours des 18 prochains mois pour développer ses activités de pisciculture terrestre, assurées par sa filiale Samherji Fish Farming et qui exploite déjà des fermes terrestres de saumon et d'omble chevalier. Cette annonce s'est accompagnée le 8 janvier de celle du rachat de 49% des parts du fabricant norvégien d'huile de poisson Berg LipidTech, spécialisé dans les produits à base de morue et de saumon.

Norvège

Visite de la ministre du Commerce et de l'Industrie Cécilie Myrseth en France les 15 et 16 décembre.

La ministre norvégienne s'est entretenue avec le ministre de l'Industrie Sébastien Martin, le ministre du Commerce extérieur et de l'Attractivité Nicolas Forissier et le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace Philippe Baptiste. Mme Myrseth a également rencontré le directeur général d'Atout France et a visité le siège social d'Eramet. Sa venue visait à assurer un suivi du partenariat stratégique bilatéral signé le 23 juin 2025 et à explorer conjointement les opportunités de coopération dans des domaines tels que l'industrie, le minier, le spatial et le tourisme.

L'inflation norvégienne augmente légèrement en décembre.

L'indice des prix à la consommation a crû à hauteur de 3,2% en décembre 2025 en glissement annuel, soit une légère accélération après le mois de novembre (+3,0% sur un an). Les secteurs les plus inflationnistes sont l'alimentaire (+5,2%) et l'hôtellerie-restauration (+5,1%). L'indice des prix dans l'habillement baisse de -1,2%.

La politique monétaire de la Norges Bank reste inchangée en décembre.

La Banque centrale norvégienne a annoncé le 18 décembre 2025 le maintien de son taux directeur à 4%. La dernière baisse avait eu lieu début octobre, avec un passage de 4,5% au niveau actuel. Cette politique monétaire prudente est en ligne avec l'objectif de reflux de l'inflation à 2%. La gouverneure Ida Wolden Bache a indiqué qu'une à deux baisses de taux étaient à prévoir en 2026. D'ici fin 2028, le principal taux de politique monétaire pourrait s'établir à environ 3%.

Effets du subventionnement du prix de l'électricité deux mois après son lancement.

Le dispositif *Norgespris* a été introduit le 1^{er} octobre 2025 et permet aux ménages norvégiens d'acheter l'électricité à un prix fixe subventionné (0,03€/kWh). Il s'étend jusqu'à fin 2029, le prix devant être réévalué au 1^{er} janvier 2027. Le mécanisme aurait permis aux particuliers d'économiser 135 M€ depuis sa mise en œuvre. Il a néanmoins entraîné un

accroissement de la consommation électrique des ménages à hauteur de 3%. Cette augmentation exerce une pression à la hausse sur les prix, ce qui pénalise les entreprises. Ces dernières estiment le coût global supplémentaire à 25 M€. Le ministre de l'Énergie affirme en réponse que les fluctuations du prix de l'électricité ne sont pas dues au *Norgespris*.

Conférence annuelle de l'organisation patronale NHO.

Lors de l'événement tenu le 7 janvier 2026, de nombreux chefs d'entreprise ont exprimé leurs inquiétudes concernant l'avenir du commerce international et des relations transatlantiques. Le laboratoire pharmaceutique AstraZeneca a souligné le manque d'investissements norvégiens en recherche et développement, qui pénalise la compétitivité du pays. En amont de la conférence, plusieurs figures du monde des affaires ont indiqué être favorables à une adhésion du Royaume à l'UE.

Rejet de la garantie norvégienne au prêt européen de reconstruction de l'Ukraine.

Plusieurs partis (Libéraux, Conservateurs, Verts et Chrétiens populaires) avaient déposé en décembre une proposition de loi permettant à la Norvège de garantir un prêt européen à Kiev. Le texte a été rejeté par une alliance de circonstance entre les Travailleurs, les Centristes et les Progressistes, soutenant la position du ministre des Finances Stoltenberg. Après l'annonce le 18 décembre d'un prêt européen de 90 Mds€ n'impliquant pas la Norvège, le ministre des Finances a exprimé sa satisfaction, soulignant que le Royaume venait en appui à l'Ukraine par des dons plutôt que des prêts.

Accord de pêche norvégo-russe, mais retrait de la Russie de la coopération scientifique.

Les deux pays sont parvenus le 18 décembre 2025 à un accord sur la fixation des quotas de pêche en mer de Barents. Les quotas pour 2026 sont les suivants : 285 000 tonnes pour la morue arctique du Nord-Est (-16% du quota par rapport à 2025) ; 153 293 tonnes pour l'aiglefin (+18%) ; 19 000 tonnes pour le flétan du Groenland (maintien) ; 69 177 tonnes pour le sébaste à bec (+3%). La Russie a

toutefois annoncé son retrait à compter de février de la coopération scientifique bilatérale sur la pêche. Ce volet inclut l'observation conjointe des stocks halieutiques, cruciale dans les négociations de quotas. Cette décision a lieu alors que la Norvège a sanctionné deux compagnies de pêches russes en 2025.

Attribution de 57 licences de production d'hydrocarbures.

Le ministère de l'Énergie a attribué 57 licences (contre 53 en 2025) à un total de 19 entreprises (contre 20 l'année précédente) dans le cadre du dispositif *Award in Predefined Areas* (APA). L'APA correspond à un cycle annuel d'exploration du plateau continental norvégien, initié en 2003. L'exercice 2025 s'inscrit dans le contexte de la stratégie norvégienne d'augmentation de sa production pétrolière et gazière. Sur les 57 licences octroyées, 31 sont localisées en mer du Nord, 21 en mer de Norvège et 5 en mer de Barents. Les licences confèrent le droit exclusif d'exploration, de forage et d'extraction de pétrole dans la zone géographique définie. *TotalEnergies* fait partie des entreprises sélectionnées.

Equinor souhaite maintenir son niveau de production de 2020 jusqu'en 2035.

Le groupe compte s'appuyer sur des investissements majeurs. *Equinor* a annoncé pour 2026 la signature de douze contrats-cadres avec sept sous-traitants pour un total de 8,5 Mds€. Ces contrats visent la maintenance et la modification des installations. Par ailleurs, le gouvernement norvégien prépare un livre blanc sur la politique nationale des hydrocarbures, qui doit sortir en 2027, afin de définir l'accès à de nouvelles zones d'exploration. Le secteur, crucial pour l'économie et l'exportation de gaz vers l'Europe, reste ainsi central dans la stratégie énergétique de la Norvège.

Les deux candidats pour l'attribution des zones du champ éolien d'Utsira Nord retenus.

Le ministère de l'Énergie a annoncé le 11 décembre avoir retenu pour l'attribution des trois zones les deux candidats en lice, à savoir le consortium formé par *EDF* et le norvégien *Deep Wind Offshore*, ainsi que le consortium réunissant les groupes *Equinor* et *Vårgrønn* (filiale d'ENI). Les dossiers de candidatures avaient été déposés en mai. Lorsque la répartition des zones sera connue, les

groupes pourront alors mener des programmes d'études d'impact. En cas d'approbation de ces derniers, ils pourront postuler afin d'obtenir une licence d'exploitation. Les sociétés qui entreprendront cette demande de licence auront la possibilité de candidater à une aide publique plafonnée à 2,94 Mds€, sachant qu'un seul exploitant la percevra à l'issue de la procédure de sélection.

Le projet Empire Wind d'Equinor aux États-Unis de nouveau suspendu.

Le projet *Empire Wind*, champ éolien de 54 turbines dans la baie de New York, a été suspendu par une ordonnance américaine pour des motifs de sécurité nationale, les turbines étant jugées susceptibles de perturber les radars. *Equinor* a déposé un recours judiciaire. Achievé à 60%, le projet avait déjà été suspendu en avril 2025, avant de reprendre à la suite d'une intervention du Premier ministre Støre auprès du Président Trump. Une suspension prolongée pourrait signer l'annulation du projet selon le groupe norvégien.

Suède

La France achète à SAAB deux avions GlobalEye pour 12,3 Mds SEK (1,14 Mds€).

La Direction générale de l'armement (DGA) a signé en décembre un contrat avec l'entreprise suédoise d'armement pour la livraison entre 2029 et 2032 de deux avions de détection et de contrôle (AEW&C) *GlobalEye*, ainsi que l'équipement au sol, la formation et l'assistance associées. Le contrat comprend également une option permettant à la DGA d'acheter deux appareils supplémentaires. Le système *GlobalEye* est une solution AEW&C dotée d'une série de capteurs actifs et passifs qui permettent la détection et l'identification à longue portée d'objets dans les airs, en mer et sur terre.

L'accord commercial signé entre l'UE et le Mercosur, très soutenu par le gouvernement, inquiète les agriculteurs suédois.

Le Premier ministre, Ulf Kristersson, a salué pour sa part la conclusion de l'accord comme une « *bonne chose pour les entreprises suédoises et pour le portefeuille des Suédois* ». Anna Stelling, directrice des affaires européennes au sein de la Confédération des entreprises suédoises (*Sw. Svenskt Näringsliv*) a salué cet accord comme une réponse stratégique au protectionnisme mondial. Toutefois, le secteur agricole a exprimé de vives inquiétudes. La Fédération suédoise des agriculteurs (*Sw. Lantbrukarnas Riksförbund, LRF*) a averti que l'accord risquait de nuire à l'agriculture nationale en exposant les producteurs suédois à des importations moins chères et produites sans assurance de respect des normes environnementales, de bien-être animal et du travail.

Le gouvernement lance l'initiative « Made with Sweden » pour promouvoir le commerce extérieur suédois en 2026.

La Suède souhaite renforcer son image de pays ouvert dans un contexte de repli du commerce international. Contrairement au marquage traditionnel « *Made in* » (« Fabriqué à »), la nouvelle campagne suédoise ne cherche pas à mettre l'accent sur l'origine géographique d'un produit, mais souligne plutôt la logique de partenariat comme facteur de réussite pour le commerce extérieur du pays. Cette

stratégie sera pilotée par plusieurs organismes officiels dont les mandats ont été élargis : l'agence chargée de l'exportation et de l'investissement *Business Sweden* renforcera son dispositif d'accompagnement des PME suédoises à l'export par des visites de délégations ciblées sur de nouveaux marchés. Le programme de recrutement de talents de l'Institut suédois, traditionnellement axé sur l'attraction d'expertise étrangère en Suède, couvrira désormais les efforts de recrutement international des entreprises suédoises.

Le gouvernement relève sa prévision de croissance du PIB en 2025, à 1,6%.

Alors que les prévisions de septembre du gouvernement tablaient sur une croissance du PIB de 0,9%, la reprise de la demande intérieure et de l'investissement privé au second semestre a conduit l'ensemble des observateurs à revoir leurs anticipations à la hausse, avec un quasi-doublement du rythme de croissance attendu sur 2025. Cette amélioration est principalement liée à la reprise de la consommation des ménages (+1,5%) et de l'investissement privé (+0,9%) et a été soutenue notamment par la conclusion des accords de revalorisation salariale entre partenaires sociaux en avril 2025. En dépit d'un taux de chômage qui devrait rester élevé (8,8% de la population active), cette tendance devrait se poursuivre et s'accélérer en 2026, avec une prévision de croissance du PIB de +3% selon le gouvernement (légèrement supérieur au consensus bancaire récent).

La Banque centrale maintient son taux directeur à 1,75% avec une inflation de 2,1% hors effet des taux variables en décembre.

La décision de la *Riksbank* correspond aux attentes des économistes et confirme une pause dans le cycle d'assouplissement monétaire entamé en début d'année (baisse de 2,25% à son niveau actuel depuis septembre). Le gouverneur de la banque centrale, Erik Thedéen, a souligné l'amélioration significative des perspectives économiques de la Suède, indiquant une transition d'une croissance modérée vers une expansion plus forte à l'avenir. L'institution prévoit une baisse de l'inflation KPIF (indice des prix à la consommation hors effet des taux variables) de 2,1% en

décembre 2025 à 0,9% en 2026 du fait de la réduction temporaire de la TVA sur les produits alimentaires.

Le gouverneur de la Banque centrale appelle à trouver un consensus international sur la régulation des stablecoins.

Lors d'une audition du Conseil de stabilité financière (forum national réunissant des représentants du gouvernement, de la *Riksbank*, de l'Autorité de surveillance financière et de l'Office national de la dette), Erik Thedéen a insisté sur la nécessité de protéger la stabilité financière face à la croissance du marché des *stablecoins* et des risques associés. Le gouverneur a plaidé pour la mise en place d'un consensus international pour la régulation de ces cryptoactifs, pointant des différences notables entre le règlement européen Mica et le *Genius Act* aux États-Unis, susceptibles de créer une concurrence inégale et des risques pour la stabilité financière.

Les demandes d'asile vers la Suède ont baissé de 30% en 2025.

Selon le ministre des Migrations, Johan Forssell (Modérés), le nombre de demandes d'asile a atteint son niveau le plus bas depuis 1985, passant de 9 645 demandes en 2024 à 6 735 en 2025. Cette évolution est la conséquence du durcissement de la politique migratoire mise en place par le gouvernement suédois depuis 2022. En corollaire, l'aide financière au retour des migrants a été augmentée, pouvant atteindre 30 000€ depuis le 1^{er} janvier 2026. En 2025, environ 8 000 personnes ont quitté la Suède pour rejoindre leur pays d'origine. Le gouvernement accélérera cette politique d'ici les élections.

Natixis (Groupe BPCE) investit 150MUSD dans Polestar.

Cet investissement de la banque française a été réalisé conjointement avec la banque espagnole BBVA, qui a également injecté 150M USD, pour un total de 300M USD d'accroissement de capital pour le constructeur de voitures électriques, contrôlé par le conglomérat chinois Geely et dont le siège social est à Göteborg (au même titre que Volvo Cars).

La valorisation de Lovable a été multipliée par trois en six mois pour atteindre 6,6 Mds USD fin 2025.

Créée par un Suédois de 35 ans,

Anton Osika, la *start-up* suédoise a annoncé mi-décembre une levée de fonds de 330 M USD qui la valorise à 6,6 Mds USD, treize mois seulement après sa création en novembre 2024. L'entreprise est spécialisée en « *vibe coding* », un service qui permet à un utilisateur sans connaissances du codage informatique de créer des sites et des applications par la discussion sur une interface de type *chat* avec une IA.

EQT prend le contrôle de Waga

Energy. À l'issue d'une offre publique d'achat (OPA) simplifiée clôturée le 12 décembre 2025, la société de capital-investissement suédoise détient désormais 85,88 % du capital et 85,82 % des droits de vote de *Waga Energy*. EQT détenait déjà depuis juin 54% du capital de la société française de production de gaz naturel renouvelable à partir des sites de stockage de déchets. La transaction a valorisé l'entreprise à environ 534 M€ et EQT a annoncé son intention de procéder à un retrait obligatoire (*squeeze-out*) pour retirer la société de la bourse Euronext Paris.

Ericsson annonce 1 600 licenciements en Suède.

L'entreprise d'équipements de télécommunications, qui emploie 90 000 salariés dans le monde et 12 600 en Suède, justifie cette décision par sa volonté de réduire ses coûts pour renforcer sa compétitivité. Plus d'un employé sur dix en Suède sera touché par ces réductions d'effectifs.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,1	0,8	1,1
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3	2,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	-0,3	-0,2	-0,1
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,1	1,2	1,1
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,5	0,1
Islande	9	5,6	-0,7	3	-0,4	-0,2

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,9	0,4	0,9
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7	2,2
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4	0,4
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8	3,5
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4	4

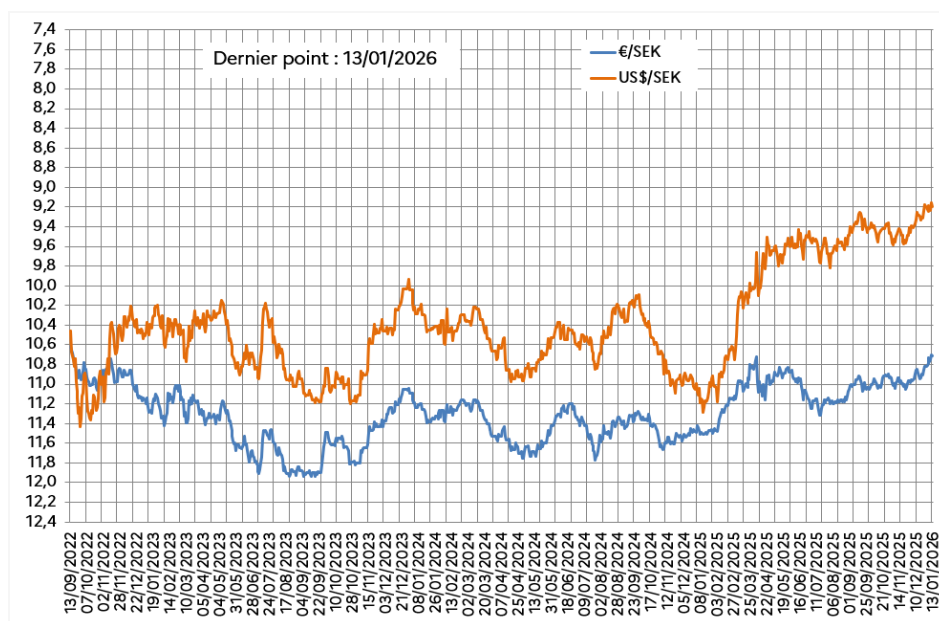
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

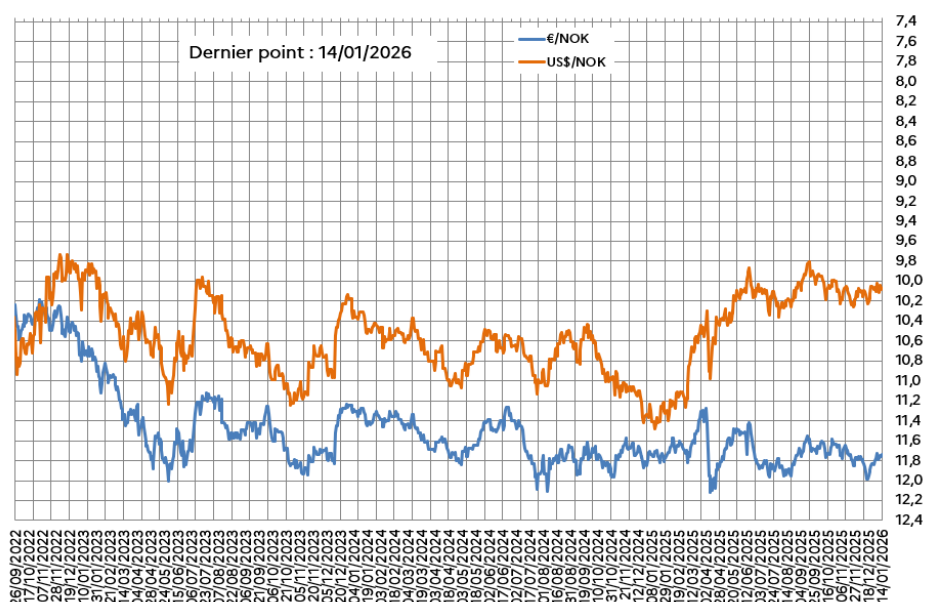
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot, S. Wihane-Marc), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson, A. Trocme), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, S. Brel), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, J. Picard, B. Capron) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, G. Mounier, E. Piran).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr